

Présentation du projet “ Industrialisation OpenDataFactory “

OpenDataFrance met en oeuvre depuis plus de 5 ans différents dispositifs méthodologiques et techniques visant à améliorer la qualité des données produits par les collectivités locales. Ces outils sont largement utilisés gratuitement par les collectivités locales et même par l'État, ils sont entretenus par OpenDataFrance et ses partenaires, ils restent dans de nombreux cas une référence essentielle en France, que ce soit pour la normalisation, la validation, l'extraction ou la production de données.

Le Plan de Relance lancé au début de l'année 2021 par le gouvernement a mobilisé des ressources importantes pour soutenir le développement de l'utilisation des données dans les territoires : optimiser le pilotage de politique publique, améliorer l'efficacité de l'action publique, développer une culture de la donnée au sein des collectivités territoriales, accroître la qualité des données mises à disposition (en open data, ou entre administrations).

Parmi les projets déposés au premier semestre 2021, OpenDataFrance a été retenu pour porter le projet “ **Industrialisation OpenDataFactory**”, doté d'un budget de 320 KEuro, dont 160 Keuro sont apportés par la DINUM au titre du Plan de Relance, le reste par des partenaires publics, des collectivités et OpenDataFrance.

Il consiste essentiellement en :

- Consolidation du référentiel national des standards open data de jeux de données publiés prioritairement par les collectivités (Socle Commun des Données Locales)
- Enrichissement des standards promulgués (rajout de plusieurs dizaines de standards)
- Extension des fonctionnalités et fiabilisation des outils associés à ces standards : validation (validata.fr), extraction (dataclit.fr), production (D-Lyne.fr)
- Intégration des nouveaux standards dans ces outils de production

Un volet important du projet consiste à faire évoluer ces dispositifs en collaboration étroite avec Etalab dans le cadre d'une structure de gouvernance commune, pouvant accueillir d'autres partenaires, dont l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires.

Le projet se déroule du 1 septembre 2021 au 31 décembre 2022. Il sollicite plusieurs partenaires techniques en particulier la société Jailbreak.